



Allemagne : Rejet des réformes anti-sociales !

L'Allemagne s'est réveillée en pleine crise politique. Les deux grands partis, la CDU (démocratie chrétienne) et le SPD (social-démocratie) n'obtiennent, ni l'un, ni l'autre, de majorité. Plus, ils reculent en voix et en sièges. La CDU passe de 38, 5 % en 2002 à 35, 2 % des voix, et les sociaux-démocrates perdent plus de 4 %. L'un et l'autre ont été sanctionnés par les électeurs.

Après le NON à la Constitution européenne, en France et aux Pays-Bas, les élections allemandes confirment le rejet du libéralisme par les peuples.

LA DROITE EN ECHEC !

Tous les commentateurs attendaient une déferlante de la droite ultra-libérale. La « Thatcher » ou « Sarkozy » allemande voulait approfondir les « réformes libérales », aggraver les attaques contre les classes populaires que Schroeder avait commencées. Elle avait fait campagne pour plus de « libéralisme » : moins d'impôts pour les riches, moins de sécurité sociale, moins de salaire, moins de droits pour les chômeurs. Résultat de cette campagne anti-populaire : elle n'a pas pu obtenir de majorité. Les réformes néolibérales sont rejetées par la population et produisent des crises sociales et politiques aiguës.

LE SOCIAL-LIBERALISME SANCTIONNE !

Le SPD enregistre son plus mauvais score depuis 1957. Sa politique a été rejetée par des secteurs importants des classes populaires. Depuis trois ans, le gouvernement social-démocrate et Verts de Schroeder a impulsé des contre-réformes libérales qui ont diminué de manière considérable les indemnités chômage, démantelé des pans entiers de la sécurité sociale, favorisé l'augmentation du temps de travail et la baisse des salaires, notamment dans les petites et moyennes entreprises du secteur industriel. Cette politique visait explicitement

la remise en cause du « modèle social allemand », en fait la liquidation d'une série d'acquis et de conquêtes sociales. Elle ne pouvait que provoquer une coupure entre une partie de l'électorat populaire et la social-démocratie et les Verts.

L'EMERGENCE D'UNE GAUCHE CONTRE LE LIBERALISME !

Ce rejet de la politique de Schroeder vient de loin. Il puise sa force dans les manifestations et mouvements sociaux qui s'étaient développés contre le plan Hartz IV, plan qui réduisait les indemnités chômage à une bouchée de pain ou dans les grèves contre les suppressions d'emplois dans la métallurgie. Du coup des millions d'électeurs se sont détournés du SPD et une nouvelle force est apparue sur la scène politique allemande : le Linkspartei -le parti de la gauche- qui obtient plus de 8 % des suffrages. Ce parti rassemble des dissidents du SPD, des responsables et militants syndicalistes, des anciens communistes d'Allemagne de l'Est, des altermondialistes. C'est un espoir pour le monde du travail et la jeunesse. Cette situation montre une nouvelle fois, qu'il y a, aujourd'hui, « deux gauches » en Europe : une gauche qui s'adapte au libéralisme et une autre qui refuse les méfaits du capitalisme libéral. Ces deux gauches sont incompatibles pour gouverner.

Aujourd'hui, toutes les combinaisons parlementaires en discussion ne peuvent amener rien de bon pour les travailleurs. Seule, une politique qui annulerait toutes les mesures néolibérales et se tournerait vers les besoins sociaux pourrait débloquer la crise. Il faut maintenant transformer l'essai et créer les conditions pour préparer de nouvelles mobilisations sociales qui battent durablement le libéralisme.

Le 19 septembre 2005

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :